

NOS PROPOSITIONS

NUMÉRIQUE

“Simplifier la vie, garder la main : un numérique sobre, libre et non-toxique à Orléans ”



6 engagements phares

1. Simplifier votre quotidien avec des services numériques sobres et soignés, tout en garantissant le droit au non-numérique.
2. Faire d'Orléans un territoire numérique libre
3. Œuvrer à la mutualisation entre acteurs publics, pour plus d'efficacité dans nos dépenses
4. Doubler la communication municipale sur des réseaux sociaux non-toxiques, pour prendre soin de la santé mentale de toutes et tous.
5. Fournir aux écoles une plateforme d'initiation aux réseaux sociaux
6. Soutenir et renforcer la collecte et l'ouverture des données, en ajoutant des données d'utilité publique comme la carto-photographie des rues d'Orléans



ÉLECTIONS
MUNICIPALES

15 & 22
MARS 2026

L'ALLIANCE DES
COLLECTIFS CITOYENS

ose Orléans
Solidaire
Ecologique



Diagnostic express – quelques constats

● Un numérique devenu essentiel... mais pas neutre

Le numérique est désormais omniprésent dans nos démarches, notre accès à l'information, à la culture et aux liens sociaux. Il **peut être un levier** d'émancipation, mais il **installe aussi de nouvelles dépendances**, parfois subies, et des usages qui pèsent sur le quotidien et la santé mentale. En France, 41% déclarent passer plus de 3 heures par jour devant les écrans pour un usage personnel (et 20% plus de 5 heures).

● Santé mentale : les réseaux sociaux “mainstream” captent l'attention par design

Derrière l'étiquette “réseaux sociaux”, on trouve surtout de grandes plateformes dont le modèle économique vise à **maximiser le temps d'usage et la collecte de données à des fins publicitaires**. L'Anses souligne que ces mécanismes (interfaces manipulatrices, personnalisation algorithmique) **exploitent des vulnérabilités, particulièrement à l'adolescence**. En France, 58% des 12-17 ans déclarent consulter les réseaux sociaux quotidiennement, et un·e adolescent·e sur deux passe entre 2 et 5 heures par jour sur smartphone.

● Accès au réseau : télétravail et services “dans le cloud” augmentent le besoin de débit

Le travail et les services numériques **reposent de plus en plus sur des échanges de données entre nos terminaux et des centres de données**, et l'essor du télétravail renforce l'exigence de connexions stables et rapides à domicile. En 2023, 26% des salarié·es télétravaillent au moins occasionnellement (30% dans le privé, 19% dans la fonction publique).

● Fibre : une couverture élevée... mais encore incomplète

Certaines habitations ne sont pas encore raccordées à la fibre optique. Dans le Loiret, des données Arcep (reprises et détaillées) indiquent **96,4%** de locaux raccordables (au 30/09/2025). Pour Orléans, ces mêmes données indiquent **89,0%** de locaux raccordables (77 544 locaux recensés).

● La fin programmée du cuivre : anticiper pour éviter une “panne sociale”

Dans les logements non raccordés à la fibre, Internet et la téléphonie fixe reposent encore sur le cuivre (ADSL). **Or la fermeture du réseau cuivre est engagée** : il est annoncé qu'elle s'étalera jusqu'à 2030, et les nouveaux abonnements ADSL ne pourront plus être souscrits à partir du 31 janvier 2026 (fin de la commercialisation). Les dates de fermeture technique sont publiées commune par commune.

● Cybermenaces et tensions géopolitiques : des risques bien réels pour les services publics

Les usages numériques exposent davantage aux fraudes, au cyberharcèlement, aux vols de données, et aux attaques contre les organisations. En 2024, le ministère de l'Intérieur dénombre 348 000 infractions numériques enregistrées. Et **côté collectivités**, l'ANSSI indique avoir traité **218 incidents en 2024** (soit environ 18 par mois, dont 15% de criticité élevée).

● Souveraineté numérique : dépendances et lois extraterritoriales

Quand nos outils (logiciels, hébergements, messageries) dépendent d'acteurs soumis à des cadres juridiques étrangers, **la question de la maîtrise se pose** — y compris pour les données et les communications. La section 702 du FISA a été prolongée le 19 avril 2024 pour deux ans (jusqu'en 2026), avec une portée extraterritoriale largement discutée.

● Des alternatives existent : logiciels libres et Fédivers

Depuis plus de dix ans, **des associations et communautés développent des alternatives décentralisées, fondées sur des logiciels libres, où les règles d'usage et la modération peuvent être décidées localement**. Ces réseaux fédérés — la Fédivers — permettent aussi de publier sans traceurs publicitaires. Et ce n'est pas théorique : l'État opère depuis 2023 une instance Mastodon institutionnelle sur la Fédivers, sans algorithmes ni publicités.

➔ Axe 1 — Un numérique sobre, humain et choisi

Notre objectif : garantir un service public accessible à toutes et tous, avec un numérique utile, choisi et résilient.

➔ Nos principales propositions

● Mettre en place un droit au non-numérique dans les relations avec la mairie

Les services **resteront accessibles par Internet et nous nous assurerons qu'ils soient au maximum accessibles, simples d'usage, sobres et disponibles sur le plus grand nombre de matériels**. Que vous soyez un·e habitant·e, une association ou une entreprise nous vous donnerons tant que possible la possibilité d'effectuer les démarches administratives en mairie de proximité ou au téléphone plutôt que via Internet.

● Faire fonctionner la ville, ses écoles, ses cantines en cas de coupure Internet ou électrique

Nous nous assurerons que des éventuelles coupures d'accès à Internet ou au réseau électrique impactent **le moins possible le fonctionnement des services de la ville**. Par exemple, pour pouvoir ouvrir, des portes, des fenêtres ou des volets ou éclairer une pièce.

● Produire des services numériques sobres et soignés, avec vous

En produisant des services numériques nous devons toujours mettre en doute le postulat que l'innovation se fait toujours dans le sens de rendre les choses meilleures. **Nous prendrons en compte la demande en ressources matérielles et cognitives dans un effort de sobriété et de facilité**. Nous vérifierons systématiquement avec vous que les services produits sont de la meilleure qualité, facilement accessibles et nous prévoirons des ressources pour les améliorer.

→ Pourquoi c'est utile et gagnant

Le numérique ne doit pas être un facteur d'inégalité ou un frein au service public. **Au contraire le service public doit être universel.**

En ouvrant des alternatives au numérique **nous améliorons notre capacité à rendre service au plus grand nombre et en toutes circonstances**, exactement comme le soin à l'accessibilité des services numériques améliore le service rendu ou le fait de mettre un trottoir aux normes PMR profite à tous et toutes.

Le numérique introduit des dépendances qui nous font facilement entrer dans un cycle du toujours plus. En mettant **plus de soin dans la conception on vous fait gagner du temps.**

→ Axe 2 - Internet et services numériques : accessibles à toutes et tous, dans de bonnes conditions

Notre objectif : **assurer à chaque foyer un accès Internet fiable, et un accompagnement concret quand il manque**

→ Ce que nous ferons une fois élus

● Une assistance à l'utilisation de logiciels et matériel informatique

Certaines de nos associations ou l'action publique directe de médiation numérique permettent d'accompagner des personnes dans l'installation de logiciels adaptés à du matériel informatique ancien. **Nous favoriserons cette activité dans notre politique de subvention et de mise à disposition de locaux, y compris dans notre politique d'installation de nouveaux commerces.** Conformément à la loi, le matériel reconditionné ou de réemploi devra petit à petit représenter une part de plus en plus importante des équipements de la mairie. Les agents municipaux seront également **formés à la meilleure façon de tirer parti de ce type de matériel** et seront ainsi plus à même de vous aider. Nous développerons les actions de sensibilisation à l'usage du numérique.

● Une assistance au raccordement des logements à la fibre optique

La municipalité **renforcera son accompagnement des habitants et habitantes n'ayant pas accès à Internet par la fibre optique**, notamment pour résoudre les situations où les opérateurs ne sont pas en mesure de réaliser les raccordements. Notre objectif est de **travailler avec les opérateurs pour que ces problèmes soient résolus** avant que le réseau cuivre ne cesse de fonctionner en 2030.

→ Pourquoi c'est utile et gagnant

Parce qu'un accès Internet fiable et un accompagnement de proximité permettent à chacune et chacun d'utiliser les services du quotidien sans décrochage ni stress, surtout quand le cuivre s'éteint et que la fibre n'est pas encore là. En aidant concrètement au raccordement et en soutenant les démarches d'équipement et de prise en main, **on réduit la fracture numérique et on renforce l'égalité d'accès aux droits.** C'est aussi **un gain de temps pour les habitant-es** comme pour les services municipaux, avec moins d'allers-retours, moins de renoncements et des démarches plus fluides. Enfin, mieux s'équiper et mieux utiliser ses outils, c'est aussi prolonger la durée de vie du matériel, **faire des économies et limiter l'empreinte environnementale.**



Axe 3 – Des réseaux sociaux non-toxiques, au service du lien social et de la santé mentale

Notre objectif : proposer des espaces en ligne non-toxiques, ouverts et maîtrisés, au service de la vie locale et des plus jeunes.



Ce que nous voulons mettre en place



Développer la communication municipale sur la Fédivers

Nous suivrons l'exemple d'autres municipalités comme Blois et Échirolles en **communiquant systématiquement sur un compte Mastodon en plus des réseaux sociaux traditionnels** et en suivant les standards d'accessibilité les plus élevés. **Nous mettrons à disposition les vidéos, notamment celles des conseils municipaux sur une plateforme de vidéo décentralisée** et libre, utilisant par exemple le logiciel PeerTube. Dans un second temps, nous créerons le serveur Mastodon de la municipalité en ouvrant petit à petit son utilisation aux services municipaux et aux élus.



Un réseau social débarrassé des effets toxiques pour les scolaires et les jeunes

Nous expérimenterons **un serveur Mastodon distinct qui sera destinée en premier lieu aux scolaires de cycle3** (CM1, CM2 et sixième) pour leur permettre de découvrir les réseaux sociaux sur le temps scolaire, comme le prévoient les programmes, mais dans un environnement sain et avec une modération adaptée.

Plusieurs règlements européens, la loi du 7 juillet 2023 et une loi en préparation prévoient des limitations d'âge pour l'usage des réseaux sociaux. Ces règlements et lois rendus nécessaires par la nocivité des réseaux sociaux actuels concernent les grandes plateformes pas les réseaux et plateforme éducatives mis en place par les collectivités en environnement maîtrisé et sans but lucratif.

Nous étudierons la possibilité de conserver actifs les comptes des élèves après la première année de collège.



Développer une offre plus générale aux orléanaise et orléanaises

Nous pensons que **la ville est au cœur de ce qui fait notre réseau social au sens premier : l'ensemble des relations suivies que nous entretenons**. Après tout, un réseau social numérique n'est qu'une version sur Internet de ce que permettent les rues et les places d'une ville : se retrouver à plusieurs, croiser des personnes que l'on connaît et échanger avec elles, découvrir de nouvelles personnes.

En lien avec vous et dans une démarche de démocratie locale **nous verrons s'il est utile que la municipalité offre à l'ensemble de ses habitants et habitantes la possibilité de se retrouver sur un réseau social opéré par la ville**, avec quelles garanties de modération et de neutralité ou si cela doit faire l'objet d'un soutien à des initiatives de la société civile.



Axe 4 – Souveraineté, efficacité et logiciels libres

Notre objectif : reprendre la main sur nos outils et nos données, en misant sur le logiciel libre, la mutualisation, l'ouverture des données et la sécurité.



Nous proposons aux habitants de



Appuyer la préférence aux logiciels libres et devenir un territoire numérique libre

D'après la loi, toute dépense d'argent public pour la production de logiciels devrait entraîner la mise à disposition de son code sous une licence ouverte. Par éthique et pour renforcer localement notre souveraineté et le bon usage des budgets **nous renforcerons ce principe dans nos commandes publiques et nous impliquerons encore plus notre ville et notre métropole dans l'écosystème de production et d'utilisation des logiciels libres.**

Afin de matérialiser ces efforts **nous proposerons Orléans et sa métropole au label indépendant territoire numérique libre en visant d'atteindre le niveau or en quelques années.** Ce label récompensera les efforts des services concernés. Il fera rayonner Orléans dans ce domaine de plus en plus stratégique. Et peut-être qu'un jour nous atteindrons le niveau de Barcelone, première ville reconnue par les Nations Unis pour son implication dans les logiciels libres !



Renforcer les mutualisations publiques

À la municipalité et surtout à la métropole **nous défendrons activement une politique de renforcement des mutualisations entre acteurs publics** pour une efficacité accrue de l'action publique. Par exemple, en matière de besoins logiciels, en coordonnant les besoins d'Orléans avec d'autres collectivités. Au sein de l'ADULLACT, association des développeurs et utilisateurs de logiciels libres dans les collectivités et administrations publiques, dont Orléans et sa métropole sont toutes deux adhérentes ou de façon complémentaire via le GIP Recia dont le siège est à Orléans et qui mutualise des équipes informatiques pour plus d'un millier de collectivités de la région Centre val-de-Loire.

Autre exemple, l'hébergement des serveurs. Notre ville accueille sur son territoire le centre de données régional de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, qui n'est pas ouvert au GIP Recia, ni à la ville ou à la métropole. L'état de l'art exige pourtant d'avoir au moins deux sites distincts pour chaque système et la sobriété numérique incite à le faire dans des centres de données de proximité, de taille raisonnable.

Nous sommes persuadés qu'avec une concertation au bon niveau politique nous pouvons arriver à offrir à chaque acteur public du territoire un meilleur hébergement que ce que chacun réalise de son côté.



Renforcer la politique d'ouverture des données notamment cartographiques

Nous renforcerons la politique d'ouverture des données de la ville et la métropole. Par exemple, à la métropole nous poursuivrons l'inventaire de voirie en le maintenant systématiquement à jour. Nous l'étendrons **aux voies piétonnes et cyclables** pour cesser de reléguer ces modes de déplacement en périphérie du regard sur l'aménagement

. Les photographies seront partagées sur la plateforme publique de l'État (Institut national de l'information géographique et forestière, IGN) via le logiciel libre Panoramax (IGN et OpenStreetMap France). Tout le monde peut y accéder et même y contribuer. Si nécessaire, **la municipalité pourra accélérer certaines captations carto-photographiques.**

Cet inventaire photographique via Panoramax servira à la fois **de donnée de référence pour les services et d'information en libre accès pour l'ensemble de la population.** La voirie d'Orléans est un enjeu important pour sa population et son amélioration progressive pour tous et toutes commence par un constat partagé.

Renforcer la sécurité des systèmes et protéger vos données

Du fait de la part croissante du numérique dans nos activités, les attaques sur les systèmes informatiques comme les accidents ont de plus en plus de conséquences néfastes. Le règlement européen sur la protection des données ou les directives sur la sécurité des systèmes et des réseaux répondent à ces enjeux avec une ambition forte.

Nous donnerons les moyens à nos services de les mettre en œuvre et de suivre les recommandations de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information. Pour que cela utilise au mieux les ressources de la municipalité et de la métropole nous veillerons à une utilisation frugale et limitée au strict nécessaire de vos données. **Nous limiterons aussi nos dépendances numériques** (performance des matériels, ressources logicielles et services tiers) de façon à rendre les plans de continuité d'activité efficaces et efficients.

Pourquoi c'est utile et gagnant

De bons services numériques coûtent cher, et en répartir les coûts entre acteurs publics est aujourd'hui la meilleure façon de les produire en en gardant le contrôle. Il en va de même pour les infrastructures numériques, si l'on cherche le meilleur service rendu sans interruption **il faut voir plus grand en s'unissant tout en restant maîtres de l'aménagement.**

Lorsqu'une **collectivité ouvre ses données, c'est souvent autant pour le public que pour ses propres services.** Un commun numérique partagé entre le public et les services crée de la compréhension, voire de la confiance, et un sens partagé des sujets qui facilite la recherche du bien commun.



Mot du colistier référent



Pierre BOUDES

Colistier OSE et référent du groupe de travail Numérique

Le numérique est partout : démarches, échanges, école, travail, accès à l'information. Mais il n'est pas neutre : **il peut simplifier comme exclure, fatiguer, ou fragiliser nos services quand tout dépend d'une connexion ou d'un prestataire**. C'est pourquoi, depuis l'automne 2025, nous avons réuni des habitant-es, agent-es, associations et acteurs de terrain pour construire un cap concret, loin du "tout-numérique" comme du "tout-interdit".

Notre méthode : partir des usages réels, écouter les difficultés, confronter aux retours d'expérience, puis retenir des mesures utiles. **Nous défendons un numérique sobre, choisi et résilient** : droit au non-numérique, services en ligne simples et accessibles, capacité à assurer l'essentiel même en cas de panne, lutte contre la fracture numérique, communication municipale ouverte, et stratégie de logiciels libres, mutualisation et ouverture des données pour reprendre la main.

Ce livret fixe une direction. Il devra ensuite vivre, avec les services et avec vous, pour que le numérique reste un outil au service de toutes et tous — jamais l'inverse.



Le Lab'O, depuis le Jardin des Plantes